

L'ENTREPRENEURIAT AU SEIN DU SECTEUR INFORMEL EN ALGÉRIE

Nabila SMAILI

Maitre assistante à l'université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou

Yacine BOUBAKEUR

Maitre assistant à le Centre Universitaire Abdelhafid BOUSSOUF de Mila

Résumé :

Malgré les différentes analyses théoriques avancées au cours des dernières décennies et qui ont tenté d'appréhender la nature et les raisons d'être de l'entrepreneuriat informel, un certain flou continue d'entourer ce domaine de recherche, ce qui constitue un obstacle majeur pour sa prise en compte dans les politiques économiques du pays. En effet ce secteur informel, renvoie, le plus souvent, l'image de petits producteurs non organisés opérant à la lisière de l'économie moderne. Toutefois, en Algérie, la situation est généralement inversée : le dynamisme du secteur informel contraste avec l'atrophie du secteur moderne. Alors que les entreprises algériennes modernes, publiques ou privées, connaissent de grandes difficultés, celles relevant du secteur informel résistent à la crise et même se multiplient, pourtant aux prises avec un environnement hostile et ne pouvant compter sur aucune aide de l'État.

A partir d'une revue de littérature, nous proposons dans la première partie de ce papier un aperçu sur l'entrepreneuriat informel comme une nouvelle façon d'entreprendre avec les moyens de bord existant, nous décrivons dans la deuxième section les caractéristiques et les contraintes des micro entreprises de ce secteur, ensuite nous passons en revue les causes de ces pratiques et les obstacles qui entravent les entrepreneurs à se formaliser sans oublier les relations très complexes qui lient économie informelle et formelle afin de faire émerger les liens encore peu discutés entre entrepreneuriat formel et informel. Cette étude permet d'expliquer en quoi il peut être réducteur d'étudier l'entrepreneuriat formel sans aborder la question de l'entrepreneuriat informel tant les liens sont nombreux et extrêmement divers entre ces deux phénomènes.

Mots clefs : économie informelle, entrepreneuriat informel, règles, micro-entreprise

الملخص:

على الرغم من التحليلات النظرية المختلفة التي طرحت على مدى العقود الماضية والتي حاولت فهم طبيعة وأسباب ريادة الأعمال غير الرسمية، لا يزال هناك نقص معين في الوضوح حول هذا المجال من البحث، والذي يشكل عقبة رئيسية والتي يجب أخذها في الحسبان في السياسات الاقتصادية للدولة. والواقع أن هذا القطاع غير الرسمي يشير، في أغلب الأحيان، إلى صورة صغار المنتجين وغير المنظمين الذين يعملون على حافة الاقتصاد الحديث. ومع ذلك، في الجزائر، يتم عكس الوضع بشكل عام: دينامية القطاع غير الرسمي تتناقض مع ضغوط القطاع الحديث. وفي حين تواجه الشركات الجزائرية الحديثة، العامة منها والخاصة، صعوبات كبيرة، فإن أولئك في القطاع غير الرسمي يقاومون الأزمة بل ويتضاعفون، على الرغم من أنهم يعانون من بيئة معادية لا يمكن الاعتماد عليها بأي مساعدة من الدولة.

وفي ورقتنا البحثية هذه، نقترح في الجزء الأول لمحة عامة عن ريادة الأعمال غير الرسمية كوسيلة جديدة للتعامل مع الوسائل القائمة، وفي القسم الثاني تم التحدث عن الخصائص والقيود التي تواجه الشركات الصغيرة في هذا القطاع، ثم نستعرض أسباب هذه الممارسات والعقبات التي تمنع أصحاب المشاريع من إضفاء الصبغة الرسمية دون أن ننسى العلاقات المعقدة جدا التي تربط الاقتصاد غير الرسمي والرسمي والصلة التي مازالت قيد النقاش والتي تربط بينهما. وهذه الدراسة ستجعل من فهم فكرة انه من الصعب دراسة ريادة الأعمال الرسمية دون معالجة مسألة ريادة الأعمال غير الرسمية لما لهما العديد من الروابط الكثيرة بين هاتين الظاهرتين.

الكلمات المفتاحية: الاقتصاد غير الرسمي، المقاولاتية غير الرسمية، القواعد، المؤسسات الصغيرة.

Introduction :

Malgré les différentes analyses théoriques avancées au cours des dernières décennies et qui ont tenté d'appréhender la nature et les raisons d'être de l'entrepreneuriat informel, un certain flou continue d'entourer ce domaine de recherche, ce qui constitue un obstacle majeur pour sa prise en compte dans les politiques économiques du pays. En effet ce secteur informel, renvoie, le plus souvent, l'image de petits producteurs non organisés opérant à la lisière de l'économie moderne. Toutefois, en Algérie, la situation est généralement inversée : le dynamisme du secteur informel contraste avec l'atrophie du secteur moderne. Alors que les entreprises algériennes modernes, publiques ou privées, connaissent de grandes difficultés, celles relevant du secteur informel résistent à la crise et même se multiplient, pourtant aux prises avec un environnement hostile et ne pouvant compter sur aucune aide de l'État.

Les études consacrées à cette catégorie d'entrepreneurs qui exerce dans le secteur informel sont plutôt rares en Algérie, bien que ses actifs soient moins reconnus ; ils participent depuis toujours aux fonctions socio-économiques avec des activités considérées de nos jours comme un patrimoine artisanal cantonné dans l'informalité.

Compte tenu de l'importance de ce secteur, il convient de s'interroger sur les facteurs qui favorisent le maintien des micro- entreprises dans le secteur informel. En d'autres termes, il y a lieu de voir quels sont les facteurs qui empêchent ces entreprises de se formaliser ? Pourquoi les petits entrepreneurs s'en sortent mieux dans l'informalité, mais n'envisagent pas le processus de transition vers le secteur moderne, pourquoi cette incapacité d'apparition d'un phénomène de « Missing-Middle » en Algérie.

Ce papier cherche donc à combler une partie de ce vide en proposant de caractériser l'entrepreneuriat informel, composé de toutes les activités entrepreneuriales développées au sein de l'économie informelle ; à identifier les causes fondamentales de sa persistance aussi bien que les obstacles à la transition des micro-entreprises vers des PME modernes et cela, malgré leur bonne croissance économique tout en essayant d'expliquer leur mode et logique de fonctionnement .Cet article vise donc à améliorer la compréhension des multiples facettes de ce secteur, de mieux comprendre le processus de croissance, et de développement des micro-entreprises informelles et l'ensemble des contraintes à sa formalisation .Ainsi notre réflexion a pour point de départ le dualisme repéré de l'économie informelle qui peut être décrit de la façon suivante : d'une part une économie de production de biens et services adaptées au pouvoir d'achat de larges couches de la société algérienne, créatrice d'emploi et de revenu, amortisseur de chocs sociaux, valorisant l'initiative individuelle et l'esprit de solidarité. Et d'autre part une économie à faible productivité caractérisée par la précarité, la faiblesse de l'accumulation du capital, conditions de travail pénibles, la petite taille des activités, le non-paiement de l'impôt et l'incapacité des structures productives à évoluer.

1 .Aperçu sur l'entrepreneuriat informel :

1.1. Définition de l'entrepreneuriat :

L'entrepreneuriat demeure la création d'entreprise, l'innovation en est le moteur, l'entrepreneur est l'acteur, le marché représente les opportunités et le milieu constitue l'incitation à l'entrepreneuriat (Julien et Marchesnay 1996).¹

¹ Julien P.-A. et Marchesnay M. (1996) L'entrepreneuriat, Paris, Economica, page 45

L'approche de Marsden (1991)² qui identifie les entrepreneurs comme étant ceux qui « innovent et assument des risques. Ils emploient et dirigent de la main d'œuvre. Ils ouvrent des marchés et trouvent de nouvelles combinaisons de produits et de traitement de matières premières. Ils initient des changements et facilitent l'ajustement dans des économies dynamiques ».

1.2. Définition de l'économie informelle :

L'informalité est une notion multiple et donc difficile à saisir. Dans sa définition la plus large, elle englobe tous les pans de l'économie que l'on ne peut pas classer dans l'économie formelle, ce qui comprend donc aussi bien l'économie criminelle, l'économie illégale, l'économie familiale, le bénévolat, l'économie non-officielle, l'économie souterraine, l'économie clandestine et le travail au noir.

« L'informalité » est un terme générique qui décrit les caractéristiques ou les conditions des entreprises, des travailleurs et des activités qui se retrouvent en dehors du cadre juridique et législatif formel d'un pays.

Dans le cadre de notre analyse, nous utiliserons le terme secteur informel pour désigner l'ensemble des petits entrepreneurs exerçant une activité économique qui pourraient avoir lieu dans le secteur formel mais qui n'en font pas partie. Cette catégorie exclut donc toutes les activités criminelles (trafic de drogues par exemple) ainsi que toutes les activités qui, au-delà du fait qu'elles sont informelles (et donc en dehors du système juridique), sont illégales (ventes de CD/DVD piraté, etc.). Nous nous intéressons donc à des micro-entreprises qui pourraient tout à fait être actives dans le secteur formel, une boulangerie, un stand de fruits et légumes, une petite échoppe d'électronique, un atelier de couture, mais qui exercent leur activité de manière informelle, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas enregistrées, ne paient ni impôts ni taxes, et ne bénéficient d'aucune protection de l'État.

En se focalisant plus sur les entreprises informelles que sur l'emploi informel, nous pouvons utiliser six critères pour définir le secteur informel : la taille de l'activité, l'enregistrement, l'utilisation de la comptabilité et la sincérité des comptes, la fixité du lieu de travail, l'accès au crédit et le statut fiscal de la firme.

A priori perçu comme un accident transitoire du processus de construction d'une économie moderne dans les pays en voie de développement, l'informalité aujourd'hui révèle une dynamique d'expansion et de renforcement de son rayon d'action au-delà des frontières. On peut dire dans ce cas que l'existence des

² Marsden K. (1991) Les chefs d'entreprise d'Afrique : pionniers du développement, Washington, Société Financière Internationale et Banque Mondiale, Document de travail P.91

décalages entre les dynamiques institutionnelles et les dynamiques socioculturelles est à l'origine d'une informalité rampante dans ces pays. L'informalité constitue une réaction discrète dans la majorité des cas mais potentiellement puissante pour faire face aux conséquences de la crise économique. Tel est le cas de certains pays à l'instar de l'Algérie où plus de 46 % de son PIB est informel. En effet, les actifs de l'informel créent des micro-entreprises informelles qui, dans un sens concret, ne fonctionnent pas différemment des entreprises du secteur moderne, à ceci près qu'elles émergent par le bas et que leurs activités sont le plus informelles.

Plusieurs chercheurs se sont intéressés aux différents contextes d'entrepreneuriat atypiques : qualifié d'entrepreneuriat outsiders (McElwee, 2009)³, de street entrepreneurs (Smith et Christou, 2009)⁴, d'entrepreneurship at the margins (Smith, 2007), ou encore d'underground entrepreneurship (Williams, 2007)⁵ et dégagent une vision idéalisée de l'entrepreneuriat : non seulement être entrepreneur est un signe de dynamisme mais aussi il est présenté comme un remède pour lutter contre l'atonie économique et le délitement social. En outre face à la conception entrepreneuriale anglo-saxonne individualiste qui valorise l'innovation, les auteurs lui oppose l'entrepreneuriat africain plus collectif, où les notions de débrouillardise, de besoin de sécurité et d'aptitude à faire confiance aux autres se substituent aux traits classiques de l'entrepreneur (innovation, prise du risque, instinct de compétition), dans cette logique, l'entrepreneuriat a même pour fonction de ramener le risque au minimum lorsque la famille et les réseaux sociaux réduisent l'incertitude inhérente à l'environnement de l'entreprise.

1.3. Importance quantitative de l'entrepreneuriat informel en Algérie :

Le processus du développement de l'entrepreneuriat informel en Algérie a connu trois étapes distinctes qui sont recensées :

-La période coloniale qui a vu se développer essentiellement des activités informelles de survie et de subsistance ; cela pour pallier la misère et la pauvreté de l'époque.

³McElwee, G. 2009: The Ethics of Exploring Entrepreneurship Beyond the Boundaries. Journal of Small Business & Entrepreneurship, 22(1):P3-4

⁴Smith, R. et Christou, M. L. 2009: Extracting Value from Their Environment: Some Observations on Pimping and Prostitution as Entrepreneurship. Journal of Small Business and Entrepreneurship, P: 69-84.

⁵Williams, C. 2007. The Nature of Entrepreneurship in the Informal Sector: Evidence from England. Journal of Developmental Entrepreneurship, P239-254.

-La période de l'économie planifiée et administrée, marquée par le développement de l'économie parallèle de distribution, induit par la rigidité du système économique dans son ensemble, cela a eu pour effet de provoquer un éclatement progressif, mais inexorable, de l'espace économique en un « marché » officiel et un marché parallèle.

L'apparition d'une économie parallèle de distribution est, en effet, étroitement liée aux deux facteurs suivants :

1. L'existence des prix administrés rigides qui ne permettent pas d'assurer l'équilibre entre la production et la demande solvable ;
2. L'existence d'une demande solvable supérieure à la valeur administrée de l'offre ou, autrement dit, l'existence de revenus dont l'origine n'est pas une production de biens et services. La source de ce déséquilibre provient donc d'une demande en inadéquation avec l'offre. Ce qui signifie que le système administré des prix des facteurs de la production est, en réalité, à l'origine de ces perturbations.

3-Enfin la période de transition à l'économie de marché, qui débute de la fin des années 1980 avec les premières réformes économiques libérales, qui avec le PAS, vont induire un développement significatif des entreprises et des activités informelles, aussi bien dans la sphère de la production que dans la sphère de la distribution

Du point de vue quantitatif plusieurs facteurs permettent d'expliquer l'importance de l'entrepreneuriat informel : premièrement ;la proportion de ces petites structures dans l'économie informelle algérienne, est écrasante, puisque c'est un élément quasiment inhérent à cette économie, les « entrepreneurs de l'informel » sont d'autant plus nombreux que la part de l'économie informelle est importante dans l'économie. Elle représente plus de 46 % du PIB de l'Algérie⁶, presque la moitié de l'économie algérienne

Deuxièmement, L'Algérie a affiché des discours d'encouragement et d'ouverture à l'entrepreneuriat à travers des réformes et des lois facilitant la création des entreprises. L'aisance financière des années 2000 a donné les moyens nécessaires pour y revenir à la scène économique ; en soutenant l'investissement mis en place et qui servira à créer une classe d'entrepreneurs capables de créer la richesse et l'emploi. Suivant cette logique, les lois ont subi des modifications, des dispositifs de soutien à l'entrepreneuriat ont été mis en place afin de pouvoir répondre aux ambitions des jeunes chômeurs. L'accroissement de l'entrepreneuriat formel a provoqué la hausse de l'entrepreneuriat informel (on relève une progression en volume de l'auto-emploi, avec une hausse de 636195 employeurs et indépendants de 2004 à avril

⁶ L'office national des statistiques 2015

2016)⁷ du moment que ces actifs animés par l'esprit de rentabilité et de profit cherchent à un moment donné du développement de leur entreprise à entreprendre dans l'informel

2.Caractéristiques et contraintes à l'entrepreneuriat informel :

Les caractéristiques et les contraintes au secteur informel se rapportent aussi bien aux unités de production qu'au profil des micro-entrepreneurs.

Dune manière générale, ces entreprises sont caractérisées par une faible dissociation de la sphère productive et domestique, par l'absence de salariat permanent, l'inexistence de comptabilité (informels purs) ou sa tenue de façon incomplète et irrégulière (informels hybrides)⁸. Cet état de fait peut s'expliquer par le faible niveau d'instruction des entrepreneurs mais aussi par le faible niveau de leur activité et d'absence d'appel au crédit institutionnalisé. Il s'y ajoute qu'elles s'adonnent à une production à petite échelle s'adressant à une demande peu solvable et très instable. Enfin, les micro-entreprises informelles sont confrontées essentiellement au problème des débouchés, du poids des charges socio-fiscales et la logique de reproduction sociale au sein du secteur informel prime sur la logique d'accumulation.

Malgré ce chapelet de récriminations, Serge Latouche (1989)⁹ reconnaît un certain dynamisme aux acteurs du secteur informel, qui à ses yeux, sont ingénieurs sans être ingénieurs, industriels sans être industriels, entreprenant sans être entrepreneurs ». Entreprendre dans l'informel suggère en effet que ses entrepreneurs ne relèvent pas des catégories socio-économiques classiques et en particulier des formes classiques de l'entrepreneuriat identifiées dans la littérature (de types schumpétérien ou kirznérien...)

Bien qu'il subit de nombreuses contraintes, le secteur informel recèle de nombreux atouts qui lui confère des avantages comparatifs pour les politiques de développement:

3 .Principales causes de l'entrepreneuriat informel :

L'entrepreneuriat informel tire sa source de plusieurs facteurs (économiques, culturels, sociopolitiques) mais les facteurs réglementaires et institutionnels, dans le contexte algérien, semblent jouer un rôle prépondérant dans son développement

⁷ L'office national des statistiques 2016

⁸ Intermédiaires entre formels purs et informels purs

⁹ La planète des naufragés. Essai sur l'après-développement. La Découverte, Paris.P

Les coûts relatifs à la création d'entreprises, la complexité des procédures d'enregistrement, et les diverses contraintes (notamment socio-fiscales) pesant sur les entreprises en activité (coûts de la réglementation) sont autant de facteurs qui expliquent la nécessité pour la micro entreprise de contourner (totalement ou partiellement) la réglementation administrative et socio-fiscale afin d'assurer sa pérennité.

En dépit des efforts engagés par l'Etat pour promouvoir l'entrepreneuriat privé dans le cadre de la transition à l'économie de marché (code des investissements de 1993, loi d'orientation

des PME de 2001...) et des mesures de simplification (notamment sur le plan fiscal) mises en œuvre, le cadre réglementaire et institutionnel lié à la création et au fonctionnement des entreprises privées demeure fortement contraignant. Le rapport Doing business de la Banque mondiale 2017 note que le climat des affaires en Algérie souffre toujours d'une grande complexité dans le domaine de la création d'entreprises, de l'obtention des permis de construire et en matière fiscale.

Le processus de création d'une entreprise privée est à la fois lourd, long et coûteux. Il nécessite, selon l'étude de la Banque mondiale 2017,¹⁰ 14 procédures impliquant plusieurs intervenants (administration fiscale, CNRC, notaire, CASNOS, CNAC, tribunal), dure 24 jours et coûte 13.2% du revenu annuel par habitant. Le capital minimum exigé pour la création de l'entreprise est également élevé et représente 45.2% du revenu annuel par habitant. Les conditions de création des entreprises sont moins contraignantes au Maroc et en Tunisie

3.1.L'affiliation et charges sociales¹¹ :

L'affiliation à la Caisse de l'Assurance Sociale des Non Salariés (CASNOS) est assujettie à l'inscription au Registre de commerce (copie de RC) pour les commerçants (ou à la Chambre Nationale de l'Artisanat et des Métiers pour les artisans et à la Chambre Nationale de l'Agriculture pour les agriculteurs) ; à la déclaration de l'entreprise aux services des impôts (certificat d'exploitation) et à la présentation d'une fiche d'état civil (fiche familiale ou extrait de naissance).

¹⁰Doing Business" mesure les régulations touchant 11 critères de l'environnement entrepreneurial: le lancement d'un business, l'obtention de permis de construction, l'accès à l'électricité, la déclaration des biens, l'accès aux crédits, la protection des investisseurs minoritaires, le paiement des taxes, le commerce transfrontalier, l'application des contrats et la résolution de l'insolvabilité.

¹¹Bellache Y : Thèse de doctorat : L'économie informelle en Algérie, une approche par enquête auprès des ménages : le cas de Bejaia.2010.P 156.

Les entreprises en activité sont soumises à des cotisations sociales (à la CASNOS) élevées qui représentent 15% du bénéfice imposable. En outre, sur les 35% des cotisations des salariés à la CNAS, 26% (du salaire de poste) sont à la charge de l'employeur. Enfin, l'entreprise n'ayant pas d'apprentis et n'assurant pas de formation continue pour ses salariés (ce qui est le cas de la quasi-totalité des micro-entreprises) est soumise à deux types de taxes (taxe d'apprentissage et taxe de formation continue) qui représente chacune 0,5% de la masse salariale globale.

La non affiliation s'explique essentiellement par le niveau élevé des cotisations sociales mais aussi par le nombre élevé des formalités nécessaires à l'affiliation ajoutant à cela le facteur « ignorance » de la majorité des actifs de l'informel.

3.2. Charges fiscales des entreprises :

En matière de fiscalité, une entreprise en Algérie doit effectuer 27 paiements (taxes et impôts) par an (20 au Maroc et 33 en Tunisie) représentant près des trois quart (65.6%) du bénéfice brut de l'entreprise.

Les entreprises relevant du régime forfaitaire sont soumises à un impôt unique (Impôt Forfaitaire Unique) qui remplace l'IRG, la TVA et la TAP. Son taux est de 5% pour les activités de production et de vente de bien;12%, pour les autres activités. Les contribuables soumis à ce régime sont tenus de souscrire et de faire parvenir à l'inspection des impôts une déclaration prévisionnelle du chiffre d'affaires (G 12) et procèdent au paiement total de l'impôt forfaitaire unique correspondant au chiffre d'affaires prévisionnel déclaré. En cas de réalisation d'un chiffre d'affaires dépassant celui déclaré, au titre de l'année N. Les contribuables concernés sont tenus de souscrire une déclaration complémentaire, et de payer l'impôt y relatif. Cependant les entreprises relevant du régime réel sont soumises à 3 types d'impôts : TVA (19% pour le taux normal et 9% pour le taux réduit), IBS (19 % pour les activités de production de bien et 23 % pour les activités de bâtiment, de travaux publics et d'hydraulique ainsi que les activités touristiques et thermales,26% pour les autres activités) et la taxe sur l'activité professionnelle TAP (2%) .

Tableau N° 1: Comparaison internationale de la fiscalité des entreprises 2017

	Algérie	MENA	Etats- unis	Allemagne
Nombre de paiement de taxes par an	27	17.8	10.6	9
Temps requis pour les formalités administratives/jr	11	8.50	7	9

Montant total des taxes en % des profits	65.6	32.3	44	48.9
---	------	------	----	------

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Ces aspects contribuent à rendre l'entrepreneuriat informel plus attractif que l'entrepreneuriat formel.

Dans certains cas le manque de dissuasion et la mise en œuvre d'une approche gouvernementale lâche pour lutter contre l'économie informelle dans son ensemble conduit généralement à des taux plus élevés d'entrepreneuriat informel (Tanzi, 1982)¹². De la même manière, la mauvaise application des législations et la corruption représentent autant d'incitations à œuvrer dans l'informel : par ex : les allocataires sociaux(les chômeurs ou les personnes handicapées) peuvent manifester une préférence pour l'entrepreneuriat informel par peur de perdre les aides auxquelles ils ont droit, de ce fait l'informalité est considérée donc comme seul moyen de maintenir l'activité.

Lorsque le cadre institutionnel n'est pas propice à la création des entreprises de manière formelle, les entrepreneurs préfèrent opérer dans le secteur informel et éviter le fardeau de la réglementation.

3.3.Services publics et Etat de droit :

En Algérie l'Etat de droit est pratiquement absent, ne règne que de manière sélective et le système judiciaire est incapable de faire respecter les contrats et les droits de propriété, les coûts de transaction liés à la formalisation sont beaucoup plus élevés que ceux du secteur informel. Dans ce cas, les entrepreneurs préfèrent opérer dans le secteur informel puisque le secteur formel ne leur offre pas de meilleures opportunités.

4. Impact de l'entrepreneuriat informel sur l'économie :

Pour comprendre comment l'entrepreneuriat informel peut impacter l'entrepreneuriat formel ou l'économie dans son ensemble, il nous faut au préalable préciser les relations qui existent entre économie formelle et informelle.

1- Une approche duale : tout d'abord met l'accent sur le déficit de croissance. Dans la lignée des travaux de Lewis (1954)¹³ et de Harris et Todaro, (1970)¹⁴, elle appréhende le secteur informel comme « résidu ». On a d'un côté le secteur

¹² Tanzi, V. (éd.) (1982), The underground economy in the United States and abroad, Lexington Books. vol. 30, n° 2, pp. 283-305.

¹³ Lewis, W. A. 1954. «Economic development with unlimited supplies of labour», Manchester School, vol. 28, n° 2, pp. 139-191.

¹⁴ Harris, J. R.; Todaro, M. P. 1970. «Migration, unemployment, and development: A two-sector analysis», American Economic Review, vol. 60, n° 1, P 126-42

formel qui ne parvient pas à absorber toute l'offre de travail, et de l'autre le secteur informel qui, lui, absorbe le « résidu », c'est-à-dire les travailleurs qui n'arrivent pas à accéder au premier. La motivation derrière l'entrée dans cette économie informelle est la subsistance, c'est la seule option pour cette main d'œuvre excédentaire. Dans cette approche, les agents de l'économie informelle entretiennent peu de liens avec ceux de l'économie formelle (Hart, 1973)¹⁵. En outre l'essor du secteur informel pénalise l'économie formelle en accroissant les concurrences déloyales ou les pratiques mafieuses.

2- L'approche structuraliste, au contraire, appréhende l'économie informelle comme étant subordonnée à l'économie formelle dans le sens où elle se compose d'entreprises qui opèrent en dehors du cadre légal et réglementaire et fournissent, par le biais de la sous-traitance notamment, des produits et de la main d'œuvre bon marché aux entreprises formelles (Moser, 1978, Castells et Portes, 1989).¹⁶ Dans ce cas de figure, l'existence de cette économie informelle bénéficie aux secteurs tournés vers l'exportation car accroît leur compétitivité-prix.

3- L'approche légaliste met l'accent sur les institutions. Elle défend l'idée selon laquelle les micro-entrepreneurs et les indépendants sont contraints d'opérer en dehors du cadre formel, en raison du poids de la réglementation et du coût prohibitif des taxes et des cotisations (de Soto, 1989 et 2000). Une place importante est accordée dans ces travaux aux droits de propriété. Le fait que nombre de ces micro-entrepreneurs ne détiennent pas de titre légal sur leur logement ou leur terre limite leur marge de manœuvre pour obtenir des prêts et développer leur activité, les poussant à rester petits et informels.

4- L'approche parasitaire enfin, met l'accent sur les entrepreneurs du secteur informel qui, après un calcul coûts/bénéfices, décident volontairement de ne pas exercer leur activité dans un cadre formel (Lewis, 2004 ; Maloney, 2004 ; Perry et *al.*, 2007)¹⁷. On parle de comportement parasitaire dans le sens où ces entrepreneurs ne sont pas dans une logique de subsistance, ils ont des revenus relativement élevés et font concurrence aux entrepreneurs formels, qui eux doivent s'acquitter des coûts liés au respect de la réglementation. C'est ce type d'informalité que l'on qualifie de volontaire, de « choisie »

¹⁵ Hart, K. 1973. «Informal income opportunities and urban employment in Ghana», The Journal of Modern African Studies, vol. 11, n° 1, pp. 61-89.

¹⁶ Moser, C. N. 1978. «Informal sector or petty commodity production: dualism or independence in urban development», World Development, vol. 6, p. 1041-1064.

¹⁷ Maloney, W. F. 1998: The structure of labor markets in developing countries: Time series evidence on competing views, Policy Research Working Paper 1940 (Washington, D.C., Banque mondiale)

De ce fait, les effets de l'entrepreneuriat informel sur l'économie sont variés dans la mesure où les activités informelles peuvent être une source de concurrence déloyale pour le secteur formel mais également une source de création d'emploi et de revenus pour les chômeurs. Néanmoins, on estime généralement que, dans les économies moins avancées tel que l'Algérie, ses avantages sont plus importants que ses inconvénients, ce qui justifie l'indifférence des autorités algériennes vis-à-vis de ces pratiques

Les entrepreneurs informels sont ceux qui tirent le plus d'avantages des activités informelles qu'ils exercent. Ils génèrent des bénéfices supplémentaires par le biais de l'évasion fiscale, font face à des coûts de création d'entreprise moins élevés et bénéficient de modalités de travail plus flexibles. Certains de ces avantages sont particulièrement importants pour les groupes sociaux défavorisés. Des coûts de création d'entreprise moins élevés seront particulièrement appréciés des jeunes en difficulté financière et des chômeurs alors que la flexibilité profitera avant tout aux femmes qui doivent combiner vie professionnelle et vie de famille ainsi qu'aux personnes handicapées qui préfèrent travailler à domicile¹⁸. Les entrepreneurs formels sont surtout affectés par la concurrence déloyale des entrepreneurs informels, qui peut contribuer à «tirer le marché vers le bas», ce qui conduit de nombreux entrepreneurs à emprunter des voies informelles pour survivre.

Les grands perdants de l'entrepreneuriat informel sont les gouvernements puisque ce secteur a des effets significatifs qu'il peut entraîner sur:

- 1) le niveau de recettes publiques : car travailler au noir et dissimuler une partie ou l'intégralité des revenus coïncide avec une perte fiscale pour le budget de l'Etat .
- 2) l'équité horizontale et verticale : du moment que les contribuables ne supportent pas tous le même fardeau fiscal, ce qui va à l'encontre du principe d'équité horizontale selon lequel des personnes économiquement identiques sont soumises aux mêmes exigences fiscales. Le principe d'équité verticale lui aussi est violé car la répartition secondaire des revenus est biaisée.
- 3) l'efficacité économique; car le secteur informel est moins performant que l'économie formelle
- 4) les politiques économiques : la non prise en compte de la sphère informelle peut fausser les statistiques utilisées dans l'élaboration des politiques économiques .
- 5) Des taux d'entrepreneuriat informel élevés signifient que le gouvernement n'a pas le contrôle total des conditions de travail et de la qualité des services fournis.

¹⁸ L'activité entrepreneuriale en Europe :document de travail OCDE .2015

Enfin, le développement du secteur informel peut encourager une culture de l'illégalité au sein de la société dans son ensemble.

5. Stratégies de formalisation :

l'analyse de l'entrepreneuriat informel permettra non seulement de mieux comprendre le phénomène de l'entrepreneuriat de façon générale mais aussi de proposer des recommandations aux pouvoirs publics et aux structures d'accompagnement et de formation destinées aux entrepreneurs, car il sera problématique d'ignorer autant de pratiques qui représentent des pans entiers de l'économie. Les stratégies de formalisation peuvent aller des mesures de la simplification de l'environnement professionnel (persuasion) à la mise en œuvre de mesures de dissuasion et d'incitation dans les systèmes fiscaux et de sécurité sociale (incitation), en passant par une meilleure application de la législation (dissuasion).

Il s'agit d'abaisser les obstacles réglementaires et administratifs à l'intégration dans l'économie formelle, et cela par :

- La simplification des formalités administratives pour les entreprises.
- Simplifier l'administration de l'impôt et éviter l'imposition rétroactive des entreprises informelles qui veulent se formaliser et surtout d'adopter des réductions d'impôts sectorielles ciblant les clients des secteurs de l'économie nationale dans lesquels l'entrepreneuriat informel est le plus répandu afin de diminuer l'attrait du secteur informel du point de vue de la demande.
- Organiser des campagnes de vulgarisation pour informer les contribuables de l'existence et de l'utilisation des impôts
- Rationaliser les régimes d'immatriculation et de permis d'exploitation des entreprises.
- Les mesures de lutte contre la corruption et la bureaucratie ont des chances d'être très positives pour restaurer la confiance des entrepreneurs vis-à-vis de l'administration et les inciter à s'intégrer à l'économie formelle.

Conclusion:

La prédominance de l'entrepreneuriat informel est frappante dans les pays en développement car les avantages liés à l'activité informelle l'emportent sur ceux que peuvent en tirer les acteurs dans le secteur formel. En effet, les réglementations contraignantes et excessives, la faible qualité des services publics et l'absence de l'Etat de droit dissuadent les acteurs d'activer dans le secteur formel

On doit reconnaître à ces acteurs un comportement rationnel. Ce n'est certes pas la rationalité absolue de l'homo economicus mais la rationalité procédurale

d'acteurs tenant compte d'une pluralité de contraintes et de critères, d'avantages et d'inconvénients.

La voie institutionnelle constitue une première possibilité d'action, un cadre juridique plus réaliste et, par conséquent, plus susceptible d'être respecté par les acteurs sera plus que nécessaire

Enfin en cette période de vaches maigres pour le budget de l'Etat algérien la crise économique a tari plusieurs sources de recettes et la recherche de « niches » pour des financements supplétifs sans heurter les équilibres macro-économiques du pays devient une préoccupation majeure du Gouvernement. L'entrepreneuriat dans le secteur informel en est une. Certes, son impact est dévastateur puisqu'il plombe la compétitivité de l'entreprise et prive l'Etat d'innombrables ressources. Mais, appréhender cette sphère n'a pas été, jusqu'à ce jour, une tâche facile pour le Gouvernement. C'est que nous sommes en présence d'un phénomène complexe à multiples facettes qui impose plus que jamais des solutions urgentes dans le cadre d'une approche globale, face à l'ampleur des économies parallèles.

La voie institutionnelle constitue une première possibilité d'action (rendre la réglementation plus souple pour inciter ces petites structures productives à se formaliser), Cette mesure, certes, limitée mais suffisamment tempérée pour ne pas risquer de faire plus de mal que de bien à une activité qui permet la survie d'une part importante de la population

Bibliographie :

- Bellache, Y. (2010) :L'économie informelle en Algérie, une approche par enquête auprès des ménages- le cas de Bejaia, thèse en sciences économiques, Université de Bejaia et Université Paris Est Créteil.
- BIT (2002) :Travail décent et économie informelle, Conférence Internationale du Travail, 87ème session, Bureau International du Travail, Genève.
- Djankov, S, Mukherjee I, et Nenova T. (2002) :Going Informal: Benefits and costs. World Bank.
- Frith, K. et McElwee, G. 2009: Value-adding and Value-extracting Entrepreneurship at the Margins. Journal of Small Business & Entrepreneurship.
- Hammouda, N. (2002) : Secteur et emploi informels en Algérie : définitions, mesures et méthodes d'estimation. Cahiers du GRATICE, 22, Université Paris XII.
- Julien P.-A. et Marchesnay M. (1996) : l'entrepreneuriat, Paris, Economica.
- Maloney, W. F. 1998:The structure of labor markets in developing countries: Time series evidence on competing views, Policy Research Working Paper 1940 (Washington, D.C., Banque mondiale)

- Marquez, A. (1990): The other path by Hernando De Soto. Boston college third world law journal.
- Marsden K. (1991) : Les chefs d'entreprise d'Afrique : pionniers du développement, Washington, Société Financière Internationale et Banque Mondiale.
- McElwee, G. 2009: The Ethics of Exploring Entrepreneurship Beyond the Boundaries. Journal of Small Business & Entrepreneurship.
- Moser, C. N. 1978. «Informal sector or petty commodity production: dualism or independence in urban development», World Development, vol. 6
- La planète des naufragés. Essai sur l'après-développement. La Découverte, Paris.
- Smith, R. 2007: Editorial. International Journal of Entrepreneurship and Innovation,
- Tanzi, V. (1982): The underground economy in the United States and abroad, Lexington Books.
- Williams C: 2006. The Hidden Enterprise Culture - Entrepreneurship in the Underground Economy. Cheltenham: Edward Elgar
- Williams, C. : 2007. The Nature of Entrepreneurship in the Informal Sector: Evidence from England. Journal of Developmental Entrepreneurship